



à propos... la lettre d'information de Bernard Poignant

Dettes

Bernard Poignant
est maire de Quimper
depuis mars 2008.
Il préside également
la communauté
d'agglomération
de Quimper et le Pays
de Cornouaille.
Son engagement
européen l'a incité
à intégrer le Mouvement
Européen-France ;
il a été désigné
membre du bureau.

Quelques années avant 1789, un voyageur anglais, Arthur Young, décrit la situation de la France telle qu'il la découvre : « On était à l'aurore d'une grande révolution dans le gouvernement. Tout le montre : la grande confusion dans les finances, avec un déficit impossible à combler sans les Etats Généraux du Royaume. » En novembre 1783, Calonne, nommé Contrôleur Général des Finances, fait appel à l'emprunt car il est impossible de combler le déficit par l'augmentation des impôts : elle ne reposerait que sur une partie de la population, car l'aristocratie et le clergé en sont exemptés. Le déficit nous vient d'Amérique, que la France a aidée dans sa guerre d'indépendance. En 1788, le grand livre de la dette est le plus gros chapitre du budget. Un seul remède à tout cela : l'égalité de tous devant l'impôt, entre les provinces, comme entre les « sujets ». D'autant que clergé et noblesse ont bénéficié de bonnes rentrées car les revenus tirés de leurs biens fonciers ont explosé. Comparaison n'est pas raison et l'histoire ne se répète pas, comme l'avenir ne se lit pas mécaniquement dans le passé. Mais quand même !

Les chiffres sont tellement énormes qu'un milliard de plus ou de moins, ça ne fait ni chaud ni froid. L'année 2009, selon le Ministère des Finances, s'est terminée avec un déficit budgétaire de 141 milliards d'euros. Le budget de l'Union Européenne pour la même année s'élève à 135 milliards. Et c'est un budget pour 27 pays. Ça promet quand il faudra se mettre d'accord sur les nouvelles perspectives financières 2013-2020 pour l'Union. Pour combler les déficits publics, il faut bien emprunter. La dette atteint déjà 1 457 milliards d'euros. Elle devrait atteindre les 1 700 milliards à la fin du quinquennat présidentiel. On est bien loin des critères de Maastricht : pas plus de 3 % de déficits par rapport à la Production Intérieure Brute, c'est-à-dire par rapport à la richesse nationale de l'année. Or ce sera plus de 8 %. Pas plus de 60 % d'endettement par rapport à cette même richesse. Or on approche les 85 %. La Grèce emprunte déjà chaque année plus que l'ensemble de ses revenus. Ce n'est pas une raison pour en faire autant. Inutile également de comparer avec la dette américaine, privée et publique, qui atteint les 39 000 milliards de dollars ! Quand on dispose (encore) de la monnaie internationale, on peut se permettre ces facilités, mais il n'est pas sûr que cela dure.



Il faut tordre le cou à cette idée sournoisement répandue sur la responsabilité des collectivités territoriales dans la situation. Elles comptent pour seulement 11 % dans l'endettement du pays. Elles n'ont pas le droit de présenter leurs budgets en déficit, sinon ils sont refusés par le contrôle de légalité préfectoral. Elles ne peuvent emprunter que pour investir, c'est-à-dire préparer l'avenir, et non pour payer leurs frais de fonctionnement. Toutes choses que l'Etat se permet. Il lui arrive même de s'en vanter.

Toute dette se rembourse un jour. Chaque année la France emprunte environ 300 milliards d'euros. Pour l'instant, sa signature reste bonne sur les marchés financiers. En sera-t-il toujours ainsi ? A voir. Il y a plusieurs façons d'effacer une dette. Ne pas la rembourser : un Etat pourra le décréter, modèle « emprunts russes » du XIX^e siècle non honorés après 1917. Impensable ! Faire la guerre, qui détruit tout, même la dette et on repart à zéro en pleurant les morts et en pensant les souffrances. Inimaginable ! Laisser filer l'inflation et donc rembourser en monnaie de singe. C'est la méthode la moins douloureuse sauf pour les prêteurs qui perdent et leur mise et la confiance. Mais cette fois la Banque Centrale Européenne veille et il n'est pas sûr que l'Allemagne se laisse fléchir : elle a toujours dans sa mémoire collective l'inflation des années 20 qui a accompagné la montée du nazisme.

Alors ? 2012 sera l'heure de vérité, au moins une étape vers celle-ci. Le rétablissement des finances publiques doit être un des thèmes majeurs. Il ne servira à rien de se renvoyer à la figure la part de l'un et de l'autre. Il sera cependant difficile à la Droite de ne pas être comptable de 10 ans de gestion. C'est Jacques Chirac, Premier Ministre qui a présenté en 1975 le premier budget en déficit. C'est Lionel Jospin en 2002 qui a « rendu » la France dans le strict respect des critères du pacte monétaire des européens. La question sera : qui va, qui doit payer ? La jeunesse ou les inactifs ? La rente ou le salaire ? Le capital ou le travail ? ...

Quelques uns pensent en se rasant ou en s'habillant à leur candidature à l'élection présidentielle. A gauche pour gagner, il ou elle devra conquérir sans mentir, pour gouverner sans trahir et méditer ce conseil du Président Lula, donné au journal « Le Monde » du 8 juillet 2009 : « L'art de gouverner est plus difficile que l'art de la politique. Tant qu'on n'a pas de responsabilités, on peut multiplier les discours ou théoriser. Mais à l'heure de gouverner, il faut le faire en fonction de l'argent disponible, des possibilités concrètes. Surtout si on veut gouverner pour l'ensemble de la société, sans pour autant perdre de vue la priorité : les pauvres. »